



Paris, le 23 mars 2009

Lettre ouverte

Chers compatriotes,

Le 20 janvier 2009 un mouvement de grève générale a démarré en Guadeloupe, le foyer d'exaspération s'est par la suite propagé à l'ensemble des « Départements d'outre-mer », tout d'abord en Martinique avec la création du collectif du 5 février, puis à la Réunion avec le COSPAR le 10 février et un appel à la mobilisation a donné lieu à une manifestation le 18 février à la Guyane, qui nous le rappelons avait mené quelques mois plus tôt une action contre le prix élevé de l'essence.

Au delà des revendications sur le pouvoir d'achat, ces conflits ont permis l'expression d'une volonté de changement de société que le gouvernement et les médias ont tenté d'occulter par leur mutisme. Pendant deux semaines, la presse n'a fait état du conflit que par des entrefilets, tandis que le Président de la République observait à ce sujet un silence religieux, notamment lors de l'émission *Face à la crise* du 5 février.

Après des semaines de mobilisation, le LKP en Guadeloupe, le Collectif du 5 février en Martinique ont en partie obtenu gain de cause, et les négociations sont sur le point d'aboutir à la Réunion.

Afin de répondre aux attentes des populations d'outre-mer que la crise a mises au jour, le Président de la République, dans son intervention du 19 février télédiffusée sur les antennes de RFO et de France « O », a fait part de son intention de mettre en place des ***Etats généraux de l'Outre Mer***, dont l'objectif serait de réfléchir à la définition de modèles de développement économique adaptés à l'outre-mer, mais aussi aux questions institutionnelles, identitaires, culturelles et sociales qui le touchent.

Concernant cette initiative, nous estimons que les originaires d'outre-mer vivant dans l'hexagone devraient être partie intégrante de ces Etats généraux. L'objectif serait à la fois de faire valoir leurs revendications spécifiques au regard de ce qu'ils vivent loin de leurs régions d'origine (discrimination dans de nombreux domaines, reconnaissance d'une véritable continuité territoriale, respect de la mémoire de l'esclavage, etc...) nécessitant une mise en chantier du modèle républicain défaillant, mais aussi d'apporter au débat général leurs compétences, leur expérience et de l'expertise dont ils sont capables, assurément.

Dans cette perspective nous souhaitons élaborer un *Livre blanc* avec la contribution du plus grand nombre en sorte que les propositions de chacun contribuent à couvrir un champ le plus vaste possible.

Nous vous invitons donc à nous faire part de vos propositions.

Adresse mail : contributioncitoyenne97@gmail.com

Lionel MARCIN
Coordinateur des contributions

José PENTOSCOPE
Président du CIFORDOM